



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SSP

PRÉFET DES VOSGES

DIRECTION DE LA COORDINATION,
DE L'EVALUATION ET DU SUIVI DES
POLITIQUES PUBLIQUES

Bureau de l'environnement

Arrêté n° 1212/2013 du 16 MAI 2013

mettant en demeure la société TSA INOX de respecter les articles 4.3.2, 4.3.5, 7.3.2, 7.6.3 et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral n° 429/2010 du 22 février 2010 actualisant les prescriptions applicables aux activités qu'elle exploite dans ses installations sises à Moussey.

Le préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-3 et L. 514-1 ;
- Vu le décret du Président de la République du 22 février 2013 portant nomination de M. Gilbert PAYET en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 429/10 du 22 février 2010 actualisant les prescriptions applicables aux activités exploitées par la société TSA INOX, dont le siège social est situé 8, rue Jules Py à Moussey (88210), sur le territoire de la commune de Moussey ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi le 15 avril 2013, à la suite d'une visite des installations de la société TSA INOX sur son site de Moussey du 27 février 2013 ;

Considérant que des dépassements importants et récurrents, par rapport aux valeurs limites d'émission réglementaires, ont été relevés en 2012 sur les teneurs en matières en suspension (MES), demande chimique en oxygène (DCO), azote global (N), phosphore (P) et fluor (F) des effluents rejetés dans le Rabodeau par la société TSA INOX en sortie de station d'épuration (article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral susvisé) ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que les sols de l'atelier traitement de surface (station de traitement y compris) n'étaient pas munis d'un revêtement suffisamment étanche et inattaquable compte tenu des acides, bases et substances toxiques utilisés ; et que cela pourrait être à l'origine d'une pollution des sous-sols (articles 4.3.2 et 7.3.2-a de l'arrêté préfectoral susvisé) ;

- Considérant que les sols de l'atelier traitement de surface sont susceptibles de diriger un écoulement accidentel de produit dangereux vers le caniveau situé à l'extrémité du local et directement relié au milieu naturel qui pourrait s'en trouver pollué (article 7.3.2-a de l'arrêté préfectoral susvisé) ;
- Considérant l'absence de déclencheurs d'alarme en point bas dans les rétentions des deux lignes de traitement utilisées pour l'exploitation ; ce qui est susceptible de retarder une intervention en cas de déversement accidentel de produits dangereux (article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral susvisé) ;
- Considérant que l'inspection des installations classées a constaté que la fosse de rétention de la ligne de décapage était vétuste et sous-dimensionnée pour recueillir un épanchement de la moitié de la capacité totale des bacs (article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral susvisé) ;
- Considérant l'absence de dispositifs de coupure automatique des résistances de chauffage en cas de manque de produit de traitement sur les deux lignes, alors qu'un gaz toxique pourrait se former en cas d'élévation de température (article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral susvisé) ;
- Considérant que le dispositif de refroidissement de la ligne de polissage électrolytique est en circuit ouvert et que cela a un impact sur la préservation de la ressource en eau, en termes de quantité et de température (article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral susvisé) ;
- Considérant que ces non-conformités sont susceptibles de générer des pollutions chroniques des sols et des eaux ou des émissions de gaz toxiques ;
- Considérant que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés au code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

Arrête

Article 1 - La société TSA INOX, dont le siège social est situé 8, rue Jules Py à Moussey (88210), est mise en demeure, sous un délai ne dépassant pas trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter les articles 4.3.2, 4.3.5, 7.3.2-a, 7.6.3 et 7.6.4 de l'arrêté préfectoral n° 429/2010 du 22 février 2010 susvisé.

En vue du respect de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral, l'inspection des installations classées sera régulièrement tenue informée de l'avancement des investigations, travaux et résultats obtenus.

Article 2 – A défaut de déférer à la présente mise en demeure dans le délai fixé à l'article 1^{er} du présent arrêté, la société TSA INOX s'expose, indépendamment des sanctions pénales prévues à l'article L514-11 du code de l'environnement, aux sanctions administratives prévues à l'article L514-1 dudit code.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saint-Dié des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TSA INOX et dont copie sera adressée au maire de Moussey.

Fait à Epinal, le **16 MAI 2013**

Le préfet

Par la Préfète déléguée,
Le Secrétaire Général

Vincent BERTON

Délais et voies de recours – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

